

**PRÉFET DU MORBIHAN**

Direction départementale des territoires et de la mer  
Service eau, nature et biodiversité  
Unité coordination administrative ICPE et loi sur l'eau

**ARRÊTÉ de PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES DU 30 JUIN 2015**  
**portant changement d'exploitant de**  
**la carrière de « LA CORDERIE » à PEAULE**  
**SAS CHARIER CM**

**le préfet du Morbihan**  
**chevalier de l'ordre national du Mérite**

- VU** le Code Minier,
- VU** le Code de l'Environnement partie réglementaire et législative,
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, modifié par l'arrêté du 5 mai 2010, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières,
- VU** l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2007 autorisant l'exploitation de la carrière de « LA CORDERIE » à PEAULE au profit de la société SARL CARRIERES DE PEAULE,
- VU** la demande du 30 octobre 2014 complétée le 28 janvier 2015, par laquelle la société CHARIER CARRIERES ET MATERIAUX représentée par Monsieur RUELLAND Patrick, directeur, dont le siège social est situé à La Clarté 44410 HERBIGNAC, sollicite le transfert de l'autorisation modifiée susvisée,
- VU** le rapport du 12 mars 2015 de l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** l'avis émis par la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites - Formation spécialisée Carrières en sa séance du 22 juin 2015,
- VU** l'arrêté préfectoral du 13 avril 2015 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-Marc GALLAND, Secrétaire général de la préfecture du Morbihan,
- VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 22 juin 2015,
- VU** la réponse de l'exploitant par courriel du 30 juin 2015,

**CONSIDERANT** les capacités techniques et financières de la SAS CHARIER CM,

**CONSIDERANT** la mise en place de la garantie financière,

**A R R Ê T E**

**ARTICLE 1**

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2007 est ainsi modifié :

La SAS CHARIER CM, dont le siège social est situé à LA CLARTE - 44410 HERBIGNAC, est autorisée à exploiter à ciel ouvert une carrière de granit et les installations annexes de premier traitement de matériaux sur le territoire de la commune de PEAULE au lieu dit « La Corderie », dont les activités au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont répertoriées comme suit :

<i>Activité</i>	<i>Capacité maximale</i>	<i>Rubrique</i>	<i>Régime</i>
Exploitation de carrière	50 000 tonnes/an dont 2/3 de pierres ornementales et 1/3 de pierres et déblais	2510-1	Autorisation
Installation de traitement de matériaux	Puissance installée : 300 KW	2515-1b	Enregistrement

Le reste sans changement.

## **ARTICLE 2**

L'ensemble des prescriptions de l'arrêté précité reste applicable pour ce qui concerne l'exploitation de la carrière de « La Corderie » par la SAS CHARIER CM.

## **ARTICLE 3**

Il est expressément défendu au pétitionnaire de donner toute extension à son établissement et d'y apporter toute modification de nature à augmenter les inconvénients de son établissement, avant d'en avoir obtenu l'autorisation.

## **ARTICLE 4**

En aucun cas ni aucune époque, ces conditions ne pourront faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre II du code du travail et des décrets réglementaires pris en exécution dudit livre, dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

## **ARTICLE 5**

Le présent arrêté, qui ne vaut pas permis de construire, est accordé sous réserve du droit des tiers.

## **ARTICLE 6 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un **recours administratif** :

Il peut être contesté par toute personne ayant un intérêt à agir dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :

- par recours gracieux auprès du préfet,
- par recours hiérarchique auprès du ministère de l'intérieur.

Le présent arrêté est également soumis à un **contentieux de pleine juridiction**.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente (tribunal administratif de Rennes) :

- 1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
- 2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.
- 3° Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Il commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, le délai de recours est de six mois à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

#### **ARTICLE 7 - AFFICHAGE**

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions imposées et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée aux archives de la mairie de PEAULE et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera établi par les soins du maire de la commune précitée et adressé au préfet du Morbihan (direction départementale des territoires et de la mer). Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

Un avis sera inséré par les soins du préfet (direction départementale des territoires et de la mer) et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

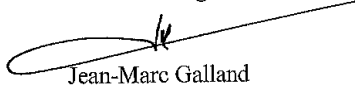
Le présent arrêté sera également publié sur le site Internet des services de l'Etat dans le Morbihan.

#### **ARTICLE 8 - EXECUTION**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer, Monsieur le maire de PEAULE, Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vannes, le 30 juin 2015

Le préfet  
Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général



Jean-Marc Galland

Copie du présent arrêté sera adressé à :

- M. le maire de Péaule
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement  
unité territoriale du Morbihan – 34 rue Jules Legrand 56100 Lorient
- M le directeur de la société CHARIER CARRIERES ET MATERIAUX - La Clarté 44410 HERBIGNAC